VIe ANNÉE. — No 6. L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. 11 FÉVRIER 1877

Prix d'abonnement.
Pour la Suisse :
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois . . . . . 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Prix d'abonnement.
Pour l'extérieur :
Un an. . . . fr. 10»60
Six mois. . . fr. 5»30
Pour l'Allemagne :
On s'abonne par l'intermédiaire des bureaux de poste, au prix de fr. 8»20 pour un an ; fr. 4»20 pour six mois.

Administration du *Bulletin de la Fédération jurassienne* : à Sonvillier (canton de Berne, Suisse.)

On nous communique un numéro du *Petit Genevois*, journal radical, où nous trouvons un article sur *les Ouvriers*. Voici quelques passages de ce remarquable morceau, dont l'auteur s'efforce de prouver qu'il n'y a point d'antagonisme naturel entre les fabricants et les ouvriers, et que les ouvriers sont chez nous sur un pied de complète égalité avec leurs patrons :

« En thèse générale, non-seulement il ne saurait exister d'antagonisme entre les patrons et les ouvriers de notre fabrique, mais nous soutenons, bien au contraire, qu'ils sont liés entre eux par la plus étroite solidarité, de telle sorte que la prospérité ou la souffrance des uns réagit directement et instantanément sur les autres, par cette simple raison que les mêmes causes doivent produire les mêmes effets.

» Si, durant une période de stagnation des affaires, on propose des travaux à prix réduits, comme cela arrive fréquemment, et que le fabricant se trouve en face d'un tarif immuable imposé par les ouvriers, il est placé dans cette alternative, ou de courir le risque en laissant le bénéfice aux ouvriers, ou de refuser un travail qui sera porté ailleurs; il est évident que c'est à ce dernier parti qu'il s'arrêtera, et qu'il en résultera une perte sèche pour le pays.

» Travailler au rabais dans les circonstances critiques pour les affaires, ne compromet pas plus la dignité ou l'amour-propre de l'ouvrier que ne se compromettent l'agriculteur ou le vigneron qui vendent leur blé et leur vin plus ou moins cher, suivant l'abondance plus ou moins grande de la récolte, ou le capitaliste qui place son argent à un taux plus ou moins élevé, suivant le cours de la place.

» Le fabricant et l'ouvrier vivent l'un par l'autre, ont des intérêts identiques; c'est sur leur bonne entente et par la convergence de leurs efforts que se fonde la prospérité de l'atelier; toute mesure tendant à troubler cette harmonie nécessaire est un préjudice causé à la communauté tout entière.

» Dans un pays aussi foncièrement démocratique que le nôtre, parler d'antagonisme professionnel ou social est un non-sens; ne voyons-nous pas patrons et ouvriers s'asseoir côte à côte sur les siéges du Grand Conseil, faire partie des mêmes cercles, fréquenter les mêmes réunions et, dans la vie militaire, l'ouvrier devenir souvent le supérieur hiérarchique de celui qui l'emploie?

» Les ouvriers ne peuvent certes pas nous suspecter de partialité; ils savent que nous nous intéressons à tout ce qui touche à leur bien-être, et que nous exprimons une sincère et profonde conviction, quand nous les engageons à se pénétrer de cette vérité : que le sort de nos industries nationales est dans leurs mains, et que de la ligne de conduite qu'ils adopteront dépend la régénération ou la décadence complète de notre fabrique. »

* * *

On peut remarquer que le *Petit Genevois*, pour combattre le socialisme, suit une tout autre tactique que la plupart des autres journaux bourgeois. Au lieu de reprocher aux ouvriers leur ignorance, leur brutalité, etc., il leur adresse les plus habiles flatteries, et fait l'éloge de leurs capacités, de leur intelligence.

Il n'y a donc, suivant le journaliste radical dont nous avons reproduit la prose, aucun antagonisme naturel entre le patron et l'ouvrier, entre le salarié et le capitaliste; au contraire, leurs intérêts sont identiques. Est-ce la peine de réfuter une fois de plus une bourde aussi grossière? Quoi! tout le monde sait que l'intérêt de l'ouvrier est de ne faire qu'une courte journée de travail en échange du salaire le plus élevé possible; que l'intérêt du patron est de payer un salaire le plus minime possible en échange d'une longue journée de travail : et on vient vous dire que ces intérêts sont identiques! et il faudrait discuter sérieusement des niaiseries pareilles!

Mais il y a un argument auquel beaucoup de gens se laissent encore prendre; c'est celui-ci : qu'en temps de crise, le fabricant est *forcé* de baisser les salaires, et que l'ouvrier, non-seulement doit accepter cette baisse sans murmurer, mais doit encore se montrer plein de reconnaissance pour le fabricant qui veut bien « le *nourrir* en lui donnant du travail malgré la crise et au prix de lourds sacrifices. »

Il y a là un grossier mensonge. Le fabricant n'est point du tout *forcé* de baisser les salaires; et en continuant à faire travailler, il n'accomplit pas le moindre sacrifice. C'est tout juste le contraire. Les époques de crise sont, pour les fabricants qui ont les reins assez forts, les époques les meilleures : ils profitent de la détresse des ouvriers pour faire travailler à vil prix, gardent en magasin les produits ainsi fabriqués, et à la reprise des affaires, ils les écoulent avec un gros bénéfice. Quant aux petits fabricants, aux petits patrons, de plus en plus ruinés par la concurrence des gros, et ne pouvant pas faire travailler d'avance, ils finiront par retomber tous dans le prolétariat.

Une preuve que ce que nous disons du motif qui engage les fabricants à baisser les prix est une vérité universellement reconnue, c'est l'entrefilet suivant, qui a circulé ces jours derniers dans les journaux bourgeois :

« Nous recevons de bonne source une mauvaise nouvelle : la fabrique de MM. Robert et Cie, à Fontainemelon, a baissé ses prix de 20 %, probablement pour le motif que d'autres fabriques du même genre ont aussi baissé leurs prix. Nous considérons cette manière d'agir comme très regrettable, attendu qu'elle ne porte pas seulement préjudice à ces établissements, mais qu'elle est dirigée contre les intérêts mêmes de l'industrie. *Ceux qui vendent des marchandises au-dessous des prix ne le font pas dans l'intention véritable d'obtenir un écoulement plus prompt dans la crise actuelle, mais bien dans celle d'en profiter dans des temps meilleurs.* Quelles en seront les suites? Ce sera de nuire toujours plus à l'ouvrier en abaissant son salaire. »

Resterait à répondre à la tirade que le journaliste genevois consacre à l'égalité et à la fraternité qui règnent chez nous entre ouvriers et patrons. Tous les ouvriers savent à quoi s'en tenir à ce sujet. Et s'il est vrai que, pendant un temps, certains ouvriers horlogers ont été placés dans une situation privilégiée qui faisait d'eux de petits bourgeois, ces beaux jours sont déjà bien loin.

Oui, il est vrai que le sort de nos industries nationales est dans les mains des ouvriers, que de la ligne de conduite qu'ils adopteront dépend l'avenir. Et c'est pourquoi, s'ils ne veulent pas trahir leurs intérêts les plus sacrés, ils doivent ouvrir

enfin les yeux, se rendre compte de la situation, et tournant le dos aux charlatans politiques, venir renforcer les rangs du socialisme militant.

L'assemblée populaire du 4 février à St-Imier.

M. *Kœtschet*, maire de St-Imier, ouvrit l'assemblée au nom du comité d'initiative, en affirmant que tous les citoyens présents pouvaient prendre la parole et en invitant les orateurs à rester dans les termes de la modération et des convenances.

Cette déclaration fut une agréable surprise pour le parti socialiste, qui s'était senti atteint par les restrictions que le comité d'initiative avait introduites dans l'appel de convocation. Le *Bulletin* ayant mentionné ces restrictions, nous nous faisons un devoir de relever cet incident qui marqua l'ouverture de l'assemblée populaire.

M. *Kœtschet* fut appelé par l'assemblée à la présidence, et parmi les autres membres du bureau se trouva le compagnon Ali Eberhardt, nommé secrétaire par 90 et quelques voix.

M. *Jolissaint* (ex-conseiller d'Etat et président du congrès de la paix en 1867) prend la parole sur la question de la révision de la Constitution cantonale bernoise et traite les diverses questions qui, au point de vue politique, législatif, judiciaire, scolaire, financier et économique, devraient figurer dans le programme révisionniste. Le discours de M. Jolissaint a été le développement des points affirmés dans le programme révisionniste élaboré par l'assemblée radicale de Delémont. Après avoir parlé de la nécessité d'une révision de la Constitution cantonale, l'orateur pose la question de l'OPPORTUNITÉ du mouvement révisionniste. Les embarras financiers du canton de Berne, la crise industrielle et commerciale qui pèse si lourdement sur les populations de toutes les parties du canton, font que les esprits sont surtout préoccupés de la situation économique ; d'un autre côté le parti révisionniste n'est pas encore constitué, on ne s'est pas encore entendu entre les différentes sociétés populaires sur le programme révisionniste, et pour ces raisons, il pense qu'il faut se borner à affirmer la révision en principe, travailler à constituer sérieusement le parti révisionniste, et choisir plus tard le moment opportun pour faire une révision qui corresponde aux aspirations populaires.

M. *Frossard*, conseiller d'Etat (ex-membre de l'Internationale), s'étend quelque peu sur la question révisionniste et aborde ensuite l'examen du programme socialiste élaboré à l'assemblée populaire tenue le 14 janvier à St-Imier. Il pense que, notamment en ce qui concerne les conflits à juger par les tribunaux d'arbitres et les questions d'éducation, le programme radical et le programme socialiste affirment les mêmes choses sous des formes différentes. La fédération des communes est une idée qui lui paraît être réalisée maintenant, car l'organisation de notre Etat démocratique ne serait pas autre chose, selon lui, qu'une fédération de communes. Où les différences entre le programme socialiste et le programme radical s'accentuent nettement, c'est dans la conception de la souveraineté populaire, de la propriété et de la question juridique. L'autonomie des individus et des groupes est considérée par l'orateur comme un principe de dissolution de toute société humaine, et de plus, en contradiction avec la théorie collectiviste affirmée par le parti socialiste dans la question de propriété. Sur cette question de propriété, radicaux et socialistes sont en opposition absolue, de même que sur la question juridique. Le libre contrat n'engageant que les contractants est tout simplement une conséquence du principe autonomiste et par conséquent, comme ce principe même, un moyen de dissolution des liens sociaux. Une loi commune à laquelle soient soumis tous les habitants d'un Etat lui paraît une nécessité sociale.

Le compagnon *Bichet*, ouvrier graveur, se fait l'interprête des récriminations qui se produisent au sein du peuple, et tout spécialement de la classe ouvrière, contre le régime que nons subissons. Il nous paraît que, dans l'intérêt de la cause que défendait le compagnon Bichet, il aurait dû présenter son discours sous une forme plus digne, plus en rapport avec la circonstance.

Il a dû être sans doute pénible à l'un des nôtres de désavouer publiquement certaines tournures de phrases du compagnon Bichet; mais dans une discussion publique, ceux qui prennent la parole comme appartenant à un parti, devraient se rendre compte que c'est le parti tout entier qu'ils engagent et non seulement leurs personnalités.

M. *Grœub* de Bienne, délégué du comité central de l'association du Grutli, développe le point de vue auquel se sont placées les sections bernoises du Grutli dans la question de révision. Le programme révisionniste du Grutli, à part quelques nuances de détails, est identique à celui de l'assemblée radicale de Delémont, mais où M. Graub diffère de M. Jolissaint, c'est sur la question d'opportunité de la révision. Les Grutléens sont partisans de la révision immédiate parce qu'il est temps que le peuple se réveille à une nouvelle vie politique, et, pour son compte, il préfère la révision maintenant, lors même qu'elle n'apporterait pas tout ce qu'il serait désirable qu'elle apportât, à un renvoi à des temps ultérieurs.

Le compagnon *Schwitzguébel* prend la parole pour exposer le point de vue auquel se sont placés les socialistes dans la question politique. Depuis plusieurs années déjà les socialistes du Jura s'abstiennent de participer aux élections et aux votations populaires pour l'adoption ou le rejet des lois élaborées par le Grand Conseil. Cette abstention leur a valu le titre de « mauvais citoyens » de la part de leurs adversaires. Nous croyons cependant, par notre activité, travailler davantage dans l'intérêt du peuple que ne le font les partis politiques, et nous venons aujourd'hui donner une explication publique sur les raisons qui nous font agir comme nous le faisons. Il se présente aujourd'hui dans le monde civilisé deux grands courants d'idées quant au progrès à réaliser dans la société humaine. Les uns pensent que c'est en perfectionnant l'*Etat et ses institutions politiques* que le peuple arrivera à l'amélioration morale et matérielle de sa position, à son émancipation complète. Les autres pensent au contraire que c'est par la transformation complète des conditions *économiques* des peuples que ceux-ci arriveront au bien-être moral et matériel.

Les citoyens habitant le canton de Berne sont censés constituer l'Etat de Berne, et c'est comme un ensemble qu'ils ont à faire valoir leurs volontés, leurs intérêts dans l'organisation de l'Etat et le développement de ses institutions. S'agit-il de composer le Grand Conseil, de voter sur les lois élaborées par celui-ci, apparaît le phénomène de la division en majorité et en minorité. La souveraineté populaire se traduit par la souveraineté de la majorité. Et, en examinant d'une manière approfondie les conditions économiques de la société contemporaine, nous arrivons à reconnaître qu'en réalité, la prétendue majorité ne fait qu'exécuter la volonté, sauvegarder les intérêts d'une *minorité*, qui est propriétaire des instruments de travail, du capital. Le développement de la production moderne accentue toujours davantage l'antagonisme entre les classes, la bourgeoisie capitaliste développe de plus en plus sa puissance sociale et les masses populaires sont appauvries graduellement.

D'un côté, par l'action politique, vous avez développé l'Etat dans un sens démocratique; mais par le développement des conditions économiques existantes, vous êtes arrivés à l'asservissement, à une minorité capitaliste, des masses populaires. La constitution de l'Etat les déclare libres, le fait économique les assujettit.

Nous pensons donc que les masses populaires, loin de continuer à perfectionner l'Etat, doivent s'organiser sur le terrain économique pour la transformation complète des conditions sociales existantes et, comme le problème intéresse les classes ouvrières de tous les pays, cette organisation doit être internationale si nous voulons arriver à un résultat sérieux.

M. le Dr *Schwab* de St-Imier reprend la question de la révision et l'examine tout spécialement au point de vue du paupérisme. Les coutumes, la législation sont sous ce rapport absolument différentes dans la partie allemande du Canton de ce qu'elles sont dans le Jura bernois ; et il estime nécessaire, qu'avant d'entreprendre une campagne révisionniste, on examine d'une manière approfondie les défauts ou les avantages que peuvent avoir les deux systèmes et qu'on arrive, soit en adoptant le plus pratique de ces systèmes, soit par des concessions réciproques, à établir des dispositions uniformes pour tout le canton en ce qui concerne l'assistance des pauvres. Ce travail d'entente demande du temps, et c'est pour ce motif que l'orateur se joint à la proposition de M. Jolissaint.

Le compagnon *Brousse* a la parole. Il a mandat de quelques ouvriers suisses habitant Berne, membres de l'Internationale, et il a mission d'expliquer l'attitude qu'ils garderont en face de la révision projetée. Pour eux, cette réforme politique, comme toutes les autres, est incapable d'améliorer le sort des ouvriers. L'époque est finie où l'agitation politique était en faveur au sein des sociétés ouvrières ; les *droits politiques* sont comquis, la république politique existe. Mais la concentration des capitaux, l'emploi des machines, la création de la grande industrie ont installé une monarchie économique au sein même des républiques, et la période d'agitation économique est venue. Les radicaux s'attardent à polir, à limer sous tous leurs faces les droits politiques ; les socialistes en sont déjà à la conquête des moyens d'égalité économique.

L'orateur, ne voulant pas être accusé

par l'assemblée de sortir du sujet à l'ordre du jour, ne touche pas aux autres questions du programme international. Il se tient cependant à la disposition de l'assemblée.

M. *Jolissaint* proteste contre cette idée de la dépendance économique de l'ouvrier au point de vue politique. Il vient d'entendre des *phrases creuses*, théoriques. Tout ouvrier, dit-il, peut devenir patron, et les anarchistes font le plus grand mal aux classes ouvrières, qui heureusement ne veulent pas les suivre. Quand tout sera détruit, que mettra-t-on à la place ? Il prie, il supplie les socialistes de donner une fois leur programme, de dire ce qu'ils veulent.

Le citoyen *Bruckmann*, de la société du Grutli de St-Imier, s'élève vivement dans dans un style populaire contre la tendance qui se fait jour parmi les chefs du parti radical de vouloir renvoyer à des temps plus *opportuns* la révision cantonale. Il estime, pour son compte, que la situation est propice, et il ne voit dans les réticences qui se font jour, que des combinaisons intéressées des « *Grosse Herren* ». Il se prononce énergiquement pour la révision immédiate.

Le compagnon *Brousse* répond à M. Jolissaint. Il dit qu'il voudrait bien, comme le conseille le président, rentrer dans le sujet, mais qu'il doit suivre M. Jolissaint sur le terrain du programme socialiste où celui-ci l'appelle. Il développe l'idée de la propriété collective, du groupement libre conduisant au corps de métier et à la fédération des communes, il parle de la négation de l'Etat et du caractère international de la révolution.

M. *Jolissaint* répond par des « phrases creuses ». Il ne touchera pas à la question de la propriété. Pour lui ce serait enfoncer une porte ouverte. Il ne dit pas un mot de l'Etat ; et pourtant dans son premier discours il avait supplié Brousse de lui montrer la différence entre l'*Etat* et la *Société*. Il confond avec intention le *corps de métier* que nous voulons pour l'avenir, avec la *corporation* du moyen-âge. Il prône la coopération et l'avénement individuel des ouvriers laborieux à la position de patrons.

M. *Allemand* croit utile de rompre aussi une lance en faveur de la société bourgeoise menacée par le socialisme, et il finit par renvoyer les socialistes dans la compagnie des gorilles et des sauvages.

Le compagnon *Spichiger* répond à M. Jolissaint. Il se place sur le terrain pratique. Lui, ouvrier, il sait qu'il est impossible de devenir patron, et il sait ce qu'il faut penser du mode d'action préconisé sous le nom de coopération. Il développe ces deux idées comme souvent nous le lui avons entendu faire.

M. le président met aux voix les différentes propositions formulées concernant la question de la révision de la constitution cantonale ; et l'assemblée, à part le parti socialiste qui s'abstient naturellement de voter, se prononce pour la révision en principe. La proposition de M. Jolissaint (révision dans un moment plus opportun) obtient 50 et quelques voix ; la proposition des Grutléens (révision immédiate) obtient 90 et quelques voix. L'assemblée comptait 400 personnes, dont 250 se sont abstenues de voter.

De cette assemblée populaire il ressort un fait important pour le socialisme : c'est que le parti radical, par l'organe de M. Jolissaint, l'un des chefs les plus influents de ce parti, s'est prononcé avec une haine bien marquée contre les tendances collectivistes et anti-autoritaires de l'Internationale. M. Jolissaint a été franchement l'orateur de la bourgeoisie, et toutes les nuances du parti libéral ont applaudi ses discours avec passion, tandis que les répliques des orateurs socialistes étaient non moins vigoureusement applaudies par les ouvriers.

On a pu remarquer que M. Jolissaint, quoique ayant débuté dans ses attaques par l'éternelle rengaîne des *phrases creuses* etc., a glissé sur les faits importants et fondamentaux qui permettent aux socialistes une démonstration scientifique de leurs théories — la constitution de la propriété, le développement de la grande industrie, la concentration des capitaux — et qu'il s'est surtout attaché à réveiller dans le public présent le sentiment individualiste-bourgeois le plus outré.

Nous sommes loin de méconnaître que quelques-uns des points soulevés dans le débat auraient dû, pour être bien compris du public non au courant des questions sociales, être développés d'une manière plus complète. Mais le temps était trop restreint pour qu'une discussion de détails pût s'engager. Nous déclarons cependant que si, dans le parti radical, on juge utile un débat public sur la question sociale, les socialistes répondront certainement à l'appel.

Nouvelles de l'Extérieur.

Italie.

On écrit de Florence au *Martello* :

« Comme l'avaient annoncé quelques journaux de notre ville, hier soir, 26 janvier, à 6 heures, devait avoir lieu une imposante démonstration pour protester contre la *Gazzetta d'Italia* et ses partisans et pour rendre au ministre Nicotera un éclatant témoignage d'estime. (La *Gazzetta d'Italia*, journal de droite, avait publié contre Nicotera, ministre pris dons les rangs de la gauche, des accusations relativement à sa conduite lors de l'expédition de Pisacane à Sapri ; Nicotera a poursuivi le journal en diffamation, ce qui a donné lieu à un procès retentissant.)

» En effet, vers les 6 ½ h., une foule nombreuse partait en bon ordre de la place S. Firenze; elle devait, selon son programme, parcourir les principales rues de la ville, en se renfermant dans la scrupuleuse observation de la plus stricte légalité.

» Cette masse compacte était précédée d'un drapeau tricolore et d'une fanfare qui jouait l'hymne de Garibaldi.

» Bien que de gros flocons de neige tombassent du ciel, et que le pavé des rues fût horriblement sale et boueux, la démonstration arriva sans encombre jusqu'au débouché de la Via de' Calzaioli, aux cris de *Vive Nicotera* ! *A bas la Gazzetta d'Italia* ! *Vive le héros de Sapri* !

» Mais en un instant, les cris changèrent totalement de caractère, et la démonstration en l'honneur du ministre de l'intérieur se transforma en tout autre chose. On entendit crier : *A bas Nicotera* ! et à ce signal s'élevèrent de toutes parts dans la foule les cris de : *A bas les ministres, vive le socialisme, vive le travail, vive le prolétariat, mort à la bourgeoisie* !

» De là, la foule se porta jusque vers la préfecture, où un grand nombre de carabiniers et d'agents de police attendaient la démonstration.

» La vue de la force armée ne ralentit point l'enthousiasme populaire. Les cris se firent entendre plus distinctement encore : la foule demandait *du pain* et *du travail*, l'unique patrimoine de l'ouvrier.

» Un personnage ayant voulu faire un discours de circonstance, on lui coupa aussitôt la parole en criant de toutes parts : *Ce n'est plus le moment de bavarder, à bas les charlatans de tous les partis* !

» Nous ne savons vraiment pas comment la chose est arrivée ; mais le fait est que la manifestation commencée en l'honneur de Nicotera s'est dissoute comme par enchantement au milieu des cris de la foule, qui ne voulait plus entendre parler de ministres, de procès, de héros et de journaux, et qui demandait, en revanche, ce que le peuple est en droit d'exiger quand il a faim : Du pain et du travail. »

Russie

On nous écrit :

« On a fait des arrestations en masse à Pétersbourg et à Tomsk. On vient, dit-on, de découvrir une nouvelle tentative pour délivrer Tchernychewsky. A Lvoff (Autriche) on a arrêté deux socialistes émigrés russes qui faisaient la propagande socialiste parmi les paysans de Galicie. Ces nouvelles sont communiquées par les journaux roumains,

Tous les journaux anglais parlent du socialisme russe. La plupart disent que la Russie est « complétement imprégnée d'idées socialistes et révolutionnaires; » que le gouvernement a des raisons d'appréhender sérieusement quelque explosion de ces idées, et que, malgré toute sa vigilance, il ne peut pas être assuré de prévenir une explosion pareille. Le *Daily News* en conclut que la guerre est presque inévitable.

Le *Times* rapporte de nouveau que le tzar veut abdiquer. Il dit qu'à Moscou on a affiché des proclamations clandestines demandant *une constitution turque*.

Les *Droits de l'homme* ont publié une correspondance de Pétersbourg signée *Stenko Razine*, qui dit à peu près ceci : « Lorsque vous recevrez ma lettre, vous aurez sans doute appris déjà que 82 socialistes sont condamnés aux travaux forcés avec exil perpétuel en Sibérie, et 120 à l'exil dans les provinces orientales de la Russie. »

—

Le *Vorwœrts* de Leipzig a reçu une communication émanant de quelques ouvriers et étudiants russes, et racontant la manifestation de Notre-Dame de Kasan à peu près de la même façon que le récit que nous avions emprunté au *Wpered* de Londres.

Les auteurs de cette communication se plaignent que la rédaction du *Vorwœrts* ait emprunté ses premiers renseignements aux organes du gouvernement russe, et ait dit que la démonstration en question était « ou bien un coup monté par la police, ou bien un enfantillage, » et que « ceux qui y ont pris part n'étaient en tout cas pas des socialistes. » — Le *Vorwœrts*, dans une remarque placée à la suite de cette communication, annonce qu'il persiste dans sa première appréciation.

Allemagne.

Voici quelques-unes des réflexions que le *Vorwœrts* de Leipzig publie dans son nu-

méro du 4 février, sur le résultat général des élections :

« Il est maintenant possible de se rendre compte des résultats de la lutte électorale. Nous n'avons pas encore, il est vrai, les chiffres précis concernant la force respective des partis dans le nouveau Reichstag, mais nous les publierons prochainement. Le socialisme a obtenu 13 siéges — 10 aux élections du 10 janvier et 3 au scrutin de ballottage — par conséquent 4 de plus qu'aux élections de 1874. Le chiffre total des voix données à nos candidats ne peut pas encore être calculé; mais il est certain que, lors même que toutes les voix données à nos candidats lors des scrutins de ballottage ne puissent pas être portées au compte de notre parti, ce total s'élève à 600,000 voix au moins.

« Le seul parti qui, outre les socialistes, ait gagné du terrain, ce sont les conservateurs — car nous ne pouvons pas ranger parmi les partis le groupe qu'on appelle *Volkspartei*, et qui n'a qu'un caractère local, non plus que les « particularistes. » Les conservateurs ont gagné environ 20 siéges de plus, tandis que les nationaux-libéraux et les progressistes en ont perdu une trentaine (les progressistes 3, et les nationaux-libéraux le reste). Le *Volkspartei*, qui n'était représenté que par un seul député, a 4 siéges ; les « particularistes » ont aussi 3 siéges de plus. Le « centre » (ultramontains) et les Polonais sont restés exactement dans leur ancienne situation. Quant aux 15 députés d'Alsace-Lorraine, on ne peut les ranger dans aucun parti.

«... Ce qui a le plus effrayé nos adversaires, c'est le chiffre inattendu des voix qui ont été données à nos candidats dans les grandes villes, ainsi que dans les campagnes (sauf dans le Holstein). Berlin, Hambourg, Dresde, Altona, Brême, Brunswick, Chemnitz, Offenbach, Nuremberg, Hanau, Barmen, Elberfeld, Breslau, en un mot la plupart des centres de l'intelligence et de l'industrie ont rendu témoignage en faveur du socialisme par des majorités ou par de colossales minorités ; et la population des campagnes a presque partout témoigné la plus vive sympathie pour les théories du socialisme.

« Nous n'exagérons pas, en disant ceci : sauf un petit nombre d'exceptions, qui trouvent leur explication dans des circonstances économiques, le socialisme a pris racine partout où le sol a été habilement travaillé et où une bonne semence a été répandue. Nulle part nos adversaires n'ont pu nous vaincre en loyal combat. Les localités où nous n'avons eu que peu ou point de voix, sont presque exclusivement des localités où nous n'avons pas pu nous adresser au peuple, soit par manque de propagandistes, soit parce qu'au moyen de toute sorte de ruses, et souvent par la violence ouverte, on nous a empêchés de tenir des assemblées et rendu la propagande impossible.

« Nos adversaires confessent leur défaite morale, leur banqueroute intellectuelle, en s'occupant anxieusement de rechercher, par la modification des lois actuelles, un moyen d'arrêter le mouvement socialiste ou au moins d'en « briser momentanément la pointe. » On propose d'apporter des restrictions au suffrage universel, de rendre le code pénal plus sévère, d'étendre de trois ans à *sept ans* la durée d'une législature, et par conséquent de renvoyer jusqu'en 1884 les prochaines élections au Reichstag, qui sont déjà un objet de terreur pour nos ennemis. Mais ce sont là les dernières branches auxquelles s'accroche un homme qui se noie, et qui ne peuvent le sauver de la mort inévitable. Nous aussi, nous ferons ce que nous devons faire, et nous terminons par ces paroles, que nous avons dites une fois déjà à nos adversaires :

« Plus vous croirez nous faire de mal, et plus vous nous ferez de bien. »

Fédération jurassienne

On nous écrit de Genève, en date du 5 courant :

Encore une grève qui vient d'échouer, grâce à la désorganisation et à l'*insolidarité*.

Il y a quelques jours les ouvriers menuisiers de l'usine Camps, justement froissés des prétentions de leur patron relativement au rétablissement du *marchandage*, ont abandonné leurs travaux pour les reprendre presque aussitôt, en subissant les conditions qu'il a plu à M. Camps, radical et franc-maçon (vénérable d'une loge, s'il vous plaît !) de leur imposer. Le moment était bien choisi pour trancher du grand seigneur : désorganisation générale de la corporation, aucun lien d'établi entre les ouvriers menuisiers de Genève et ceux de Lyon, et pour surcroît de bonheur pour l'usinier, les ouvriers de sa fabrique sont assez mal vus : la corporation leur attribue l'insuccès de la grève d'il y a deux ans, grève dont les menuisiers de l'usine refusèrent de se rendre solidaires.

Dans ces conditions, la défaite était certaine. Mais le triomphe ne suffit pas à M. Camps, *qui veut faire parler de lui* (c'est son mot); il a voulu, en punissant les soi-disants instigateurs de la grève, intimider ceux qui auraient des tendances à les imiter.

15 ouvriers parmi ceux qui avaient repris leurs travaux ont été renvoyés de l'usine dès l'arrivée des 25 ouvriers que l'on a fait venir de Lyon. Toujours l'insolidarité ! Quand donc les travailleurs comprendront-ils la solidarité ?

La corporation des menuisiers est convoquée pour mercredi 7 février. A plus tard des détails.

Les politiqueurs de l'ancienne Fédération romande sont toujours pleins d'aménité à l'égard des Jurassiens. Exemple :

Un compagnon cordonnier, belge je crois, avait convoqué le 1er février les présidents des groupes ouvriers et diverses personnes appartenant au parti socialiste. Croyant qu'il s'agissait d'un projet de *Caisse de résistance*, 3 Jurassiens avaient répondu à l'appel ; mais au lieu de caisse de résistance, nos amis se trouvèrent en présence d'une proposition de *Caisse de retraite des Invalides civils du travail*. (1)

Je vous fais grâce du boniment, pour en arriver aux gentillesses de M. Philo, membre de l'*Association politique nationale ouvrière genevoise* (ouf !).

Cet honorable citoyen, qui est bien haineux pour s'appeler *Philo*, ouvrit le feu de la discussion, en déclarant tout d'abord que la proposition était excellente, mais que malheureusement les ouvriers de Genève étaient trop égoïstes — j'adoucis l'expression de M. Philo — pour faire le sacrifice de quelques sous par semaine.

Un Jurassien lui répondit qu'il n'appartenait pas à ceux qui avaient transformé l'Internationale genevoise en *tremplin électoral*, d'accuser d'indifférence les travailleurs de Genève ; il ajouta que, si ces travailleurs, fortement groupés il y a quelques années, étaient actuellement désorganisés, la faute en était à ceux qui, les énervant par de nombreuses douches d'*ultramontanisme*, de *radicalisme* et de *catholicisme libéral*, se font ainsi les complices des radicaux bourgeois, en détournant les travailleurs de la véritable voie : la lutte du travail contre le capital, etc., etc.

A cet exposé de doctrines, M. Philo reconnut un Jurassien ! Il déclara en conséquence que cette abominable Fédération jurassienne, dont tous les membres lui sont *suspects*, lui avait tendu un piége.

Inutile d'ajouter qu'il fut vertement relevé par le Jurassien et par l'assemblée qui l'invita à aller cuver ailleurs son vin et ses invectives.

Si M. J.-Ph. Becker n'a que des acolytes de cette espéce, il a droit à toute notre commisération.

Malgré tout, un vent nouveau semble souffler.

Le Cercle d'Etudes a pris l'initiative d'organiser des conférences pour les corporations. Lundi 5 un compagnon, cordonnier, a donné à ses camarades de la corporation une conférence sur la *chaussure et les cordonniers dans l'Histoire*. Une soixantaine de personnes étaient présentes et ont écouté avec attention et la conférence et les discussions qui l'ont suivie.

Espérons que les autres corporations ne voudront pas rester en arrière.

XX.

(1) D'après ce projet, nous serions tous rentiers à 45 ans. Quel bonheur !

—

Réunion publique. — Lundi 12 courant, à 8 h. du soir, au Lion d'or à St-Imier.

Ordre du jour : L'éducation.

—

Séance des commissions administratives de la Fédération du district de Courtelary chaque lundi à 7 h. du soir au Lion d'or à St-Imier.

—

Section internationale de Neuchâtel.

Séance ordinaire lundi 12 courant, à 8 heures du soir. — Ordre du jour : Organisation de la 2e conférence. Divers.

Le local de la Section est transféré au Cercle des ouvriers, rue des Moulins, 31.

EN VENTE

A l'administration du Bulletin :

La théologie politique de Mazzini, par Michel Bakounine	1 »
Compte-rendu du 6e congrès général de l'Internationale, tenu à Genève en 1873	» 60
Almanachs du peuple, 1874 et 1875, l'ex.	» 30
Lettres sans adresse, traduit du russe de Tchernychewsky	» 30
L'Internationale, son histoire et ses principes, par B. Malon	» 30
Aux travailleurs manuels de Lyon, par Perrare,	» 50
La dictature, par G. Lefrançais	» 20
Lettre aux socialistes-révolutionnaires du midi de la France, par Jules Montels,	» 10
Les bases de la morale, par Bripon	» 25

Nous expédions en remboursement

Dans les prix ci-dessus les ports ne sont pas compris.